



Les accords de libre-échange sont importants pour les exportations, mais des améliorations sont possibles

Le 3 novembre, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a publié les résultats de son enquête auprès des entreprises exportatrices sur l'utilisation des accords de libre-échange. Les résultats reflètent la pertinence des accords pour l'économie d'exportation suisse. Mais ils montrent aussi où il existe un potentiel d'amélioration.

Depuis 2020, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) analyse dans quelle mesure les entreprises suisses ont recours aux accords de libre-échange (ALE). Après une analyse complète des données et une enquête auprès des entreprises importatrices, une vaste enquête a également été menée récemment auprès des entreprises exportatrices.

Les accords sont essentiels pour les exportations suisses

Les chiffres de l'enquête menée auprès des exportateurs montrent clairement que l'utilisation des ALE et les économies de droits de douane qui en découlent sont très importantes pour les entreprises de notre pays. La grande majorité d'entre elles utilisent quasiment toujours les accords et peuvent ainsi réduire leurs coûts. Sur un total de 368 entreprises interrogées, 303 utilisent toujours les accords et 45 seulement parfois. Seules 20 entreprises ont indiqué qu'elles n'utilisaient jamais les ALE. Les résultats de l'enquête auprès des exportateurs

montrent que le vaste réseau d'accords de libre-échange dont dispose la Suisse a fait ses preuves dans la pratique.

Une meilleure offre d'information et de soutien bienvenue

Selon l'enquête, l'utilisation de ces accords nécessite toutefois une certaine expertise et implique toujours une charge administrative. Les raisons de la non-utilisation sont donc le plus souvent dues à l'un des aspects suivants : d'une part, les entreprises renoncent à utiliser les ALE lorsque les marchandises sont exemptes de droits de douane ou que les règles d'origine définies dans l'accord ne sont pas remplies. D'autre part, les entreprises renoncent également à utiliser les accords lorsque la charge administrative est jugée trop importante par rapport aux économies possibles ou que le savoir fait défaut. C'est précisément sur ces points que le SECO entend agir. Différents outils d'information et de soutien sont à l'étude afin de faciliter et d'améliorer l'utilisation des ALE par les entreprises.

economiesuisse salue ces efforts. Une utilisation plus simple des ALE peut aider les entreprises suisses à profiter d'économies de droits de douane et à augmenter ainsi leur compétitivité. En plus d'une meilleure utilisation des ALE, l'économie voit toutefois d'autres instruments importants pour réduire les obstacles au commerce. Il s'agit notamment de la mise en œuvre rapide de la suppression des droits de douane sur les produits industriels, de la numérisation et de la simplification des processus douaniers, ainsi que de la conclusion d'autres accords de libre-échange.